

ANNEXE 5

Au CCPSAD n° DAF_2023_000010 « Fourniture d'ingrédients produits divers et emballages »

PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD¹ et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le pouvoir adjudicateur (PA) est désigné comme le responsable de traitement et le titulaire comme le sous-traitant.

Pour tout échange relatif à la protection des données personnelles, le titulaire s'adresse au référent RGPD du Service de l'énergie opérationnelle (SEO) qui reste joignable en cas de besoin par l'intermédiaire du contact administratif mentionné dans l'annexe 3 au CCPSAD n° DAF_2023_000010 « Personnes et entités habilitées à représenter le PA et leurs coordonnées ».

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DES TRAITEMENTS

Les candidats au SAD et candidats admis sont informés que des données à caractère personnel (notamment noms, prénoms, adresses mails, données de connexion) collectées dans le cadre du présent SAD et dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents (MS) sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Pour toute la durée d'un MS, son titulaire est autorisé à traiter pour le compte du PA les données à caractère personnel nécessaires pour assurer l'exécution des prestations objet du MS.

Pour l'exécution des prestations objet d'un MS, le PA met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la mise en œuvre de ses obligations contractuelles à l'exclusion des données relatives au secret de la défense.

ARTICLE 2 - BASE JURIDIQUE DU TRAITEMENT

Cf. paragraphes c) et e) de l'article 6.1 du RGPD².

ARTICLE 3 - FINALITE DU OU DES TRAITEMENTS

Mise en œuvre du SAD, attribution des MS et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

ARTICLE 4 - DESTINATAIRES OU CATEGORIES DE DESTINATAIRES

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents du PA, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge du fonctionnement du SAD et de l'exécution des MS.

ARTICLE 5 - DUREE DE CONSERVATION

Ces données sont conservées pendant toute la durée durant laquelle l'opérateur économique est un candidat admis au SAD ainsi que durant la DUA applicable aux MS dont il serait titulaire.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD³, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre du présent SAD dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL⁴.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PA

Le PA :

¹ RGPD : règlement général sur la protection des données, <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

² <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre2#Article6>

³ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre3#Article15>

⁴ CNIL : Commission nationale de l'informatique et des libertés.

- informe le titulaire de toutes modifications apportées à la description des traitements visés à l'article 1 du présent document ;
- documente toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veille, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- supervise le traitement et réalise les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire :

- traite les données conformément aux instructions documentées du PA confiées lors de la réunion de lancement ou au cours de l'exécution du MS dont il est titulaire ;
- informe le PA immédiatement si une instruction lui apparaît comme une violation du cadre juridique relatif à la protection des données ;
- informe le PA, avant le traitement, s'il doit procéder à un transfert de données vers un pays tiers à l'Union européenne ou une organisation internationale, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent SAD s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et par défaut.

ARTICLE 8 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

ARTICLE 9 - EXERCICE DU DROIT DES PERSONNES

Dans la mesure du possible, le titulaire assiste le PA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès d'un sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au PA.

ARTICLE 10 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie au PA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum d'une (1) heure après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au PA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le titulaire assiste le PA lors de l'élaboration du contenu de la notification à l'autorité de contrôle.

ARTICLE 11 - MESURES DE SECURITE

Le titulaire remet au PA une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque. Ces mesures sont prises pour les traitements effectués pour le compte du PA dans le cadre de l'exécution de la mission.

ARTICLE 12 - SORT DES DONNEES

Le titulaire remet au PA une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque. Ces mesures sont prises pour les traitements effectués pour le compte du PA dans le cadre de l'exécution de la mission.

Il renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire justifie par écrit de la destruction.

ARTICLE 13 - DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire communique au PA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37⁵ du RGPD.

ARTICLE 14 - REGISTRE DE TRAITEMENT

Le titulaire tient un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du PA pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du PA ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49⁶, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

ARTICLE 15 - DOCUMENTATION

Le titulaire met à la disposition du PA la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le PA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 16 - IDENTITE ET COORDONNEES DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT ET DE SON REPRESENTANT

Le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représenté par le Directeur des achats de l'État.

ARTICLE 17 - RESPONSABLE DE TRAITEMENT OPERATIONNEL (RTO)

La Direction des achats de l'État, représentée par le Directeur des achats de l'État.

⁵ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre4#Article37>

⁶ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre5#Article49>